



CONSEIL GENERAL DES ALPES-MARITIMES

Séance du 28 juin 2008

Examen du Compte Administratif 2009

Paul CUTURELLO

Président du Groupe Socialiste et Apparentés

Monsieur le Président, mes chers collègues

Je tiens d'abord à vous remercier d'avoir accepté de reporter notre séance prévue initialement le 24 juin, et d'avoir ainsi contribué au succès de la journée de mobilisation contre la réforme des retraites. 2 millions de manifestants dans tout le pays ont réaffirmé massivement leur opposition à cette réforme injuste qui, en remettant en cause le droit à la retraite à 60 ans, fait reporter sur les plus modestes et souvent les plus faibles l'essentiel de l'effort demandé.

Si on comprend le besoin vital de rechercher des diversions médiatiques, voir le Président de la République recevoir un footballeur milliardaire pour s'enquérir des humeurs d'une équipe, il est vrai mal en point, le jour où 2 millions de français manifestent, relève d'une faute politique majeure et d'une inconscience inquiétante révélatrice de la désinvolture avec laquelle Nicolas Sarkozy traite les français.

Désinvolture que l'on retrouve à tous les niveaux du gouvernement comme en témoignent les scandales à répétition qui se succèdent à un rythme très soutenu. On apprend en effet que la crise du logement s'accroît au point de toucher plusieurs membres du gouvernement. Après la sous-pente il y a eu les cigares, la mission fictive, et maintenant le conflit d'intérêt agrémenté de quelques lingots d'or. Un cortège de fin de règne pitoyable dont le bruit de casseroles couvre celui des sirènes des voitures de sécurité quand il se déplace.

Et c'est le chef de cet orchestre cacophonique qui parle de République irréprochable, alors que les intimidations en direction de la presse se multiplient : limogeage d'humoristes radiophoniques, journalistes molestés par le service d'ordre présidentiel, immixtion du même Président dans la réorganisation d'un grand quotidien national. On peut commencer à s'inquiéter sérieusement de ces menaces sur la liberté de la presse avec cette ambiance devenant pesante.

Dans ce concert national, vous essayez d'y jouer la partition sécuritaire que vous affectionnez tant en créant artificiellement, avec le concours du Président de la République il est vrai, un débat sur l'absentéisme scolaire devenu tout à coup urgent.

Question créée de toutes pièces destinée à servir de tremplin à vos ambitions nationales.

Ce qui est grave dans cette affaire, c'est qu'en tant que Président du Conseil Général vous détournez les moyens de notre collectivité pour satisfaire les obsessions sécuritaires du pompier pyromane que vous êtes. Car après avoir voté année après année la réduction des effectifs des personnels de l'éducation nationale, 16000 postes devraient encore être supprimés en 2011, conduisant à une réduction du nombre d'adultes dans les établissements scolaires, et donc à l'organisation méthodique de l'absence définitive des personnels, vous vous inquiétez de l'absence des élèves.

Si on regarde les derniers chiffres connus de l'absentéisme scolaire dans les Alpes-Maritimes fournis par l'Inspection Académique, on constate dans les collèges, de septembre 2009 à mars 2010, un taux d'absentéisme constaté de 3,4%, qui est ramené à 1,3% après un premier avertissement signifié aux familles par l'I.A. Au regard de ces chiffres, s'il est vrai qu'un seul élève absent peut poser question, on voit qu'il y a lieu de relativiser.

Du coup, on comprend que votre seul souci consiste à donner du crédit à votre proposition de loi prévoyant la suspension des allocations familiales des parents dont les enfants auraient un absentéisme important. Ainsi, par une logique qui m'échappe, dans le but de restaurer l'autorité parentale, ce sont vos termes, vous punissez les parents, vous les humiliez aux yeux de leurs enfants, ce qui ne pourra qu'aggraver encore plus des situations déjà difficiles. Votre proposition est d'ailleurs contestée dans votre propre camp. Ainsi Jean-Pierre Raffarin s'est déclaré opposé à la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire car il considère qu'il faut davantage aider les familles plutôt que de les sanctionner. Pour une fois je dois dire que je suis d'accord avec lui.

Mais le plus grave, c'est que vous vous livrez à un véritable détournement des missions et des moyens de la prévention spécialisée de notre département. S'ajoutant à la réduction drastique des moyens des associations intervenant dans ce secteur qui pourrait se traduire par la suppression de 150 postes, la redéfinition radicale de la mission des personnels que vous envisagez d'imposer porte atteinte à la déontologie du métier d'éducateur construite sur les principes essentiels garantissant, entre autres, le respect de l'anonymat des familles.

Votre volonté de faire de notre département le laboratoire de vos errements sécuritaires est transparente. Je suis certain que ni les parents, ni les enseignants, et encore moins les éducateurs qui ont manifesté leur hostilité et la manifestent encore aujourd'hui, ne se laisseront traiter comme les cobayes des expérimentations hasardeuses et dangereuses auxquelles vous les destinez.

Pour en venir maintenant à l'objet de notre assemblée d'aujourd'hui, on peut constater que cette session de juin est, cette année encore, à marquer d'une pierre blanche. Nous allons de surprise en surprise.

L'an passé, à la même époque, vous présentiez à notre Assemblée une DM négative, signe de la difficulté financière que traversait notre département en raison notamment de la crise financière.

Vous nous avez proposé de voter un budget 2010 en baisse de 4% par rapport à celui de 2009, vous vous êtes empressé quelques semaines plus tard d'annoncer, sans même que notre Assemblée ne soit réunie, un plan d'économies de 61 millions d'euros. Ce simple chiffre aurait suffi à justifier une nouvelle DM. Pourquoi faire me direz-vous ? Pour avoir de nouveau à se justifier devant les élus représentant les habitants, alors que la remise d'un prix par une association Ultra libérale, sous l'œil attentif de la presse, suffit à vos yeux à valider vos choix ?

Nous voici donc arrivés en juin, date légale pour voter le compte administratif. Vous êtes bien obligé de nous réunir. La DM1 2010 cette année n'est ni négative ni positive, elle n'existe tout simplement pas. Qu'en déduire ? Que votre prévision budgétaire initiale était excellente ? On vient de voir que vous avez vous-même rectifié le tir en dehors de toute procédure démocratique.

En fait, le budget 2010 est surestimé d'au moins 61 M€. Pourquoi faudrait-il préciser les choses d'un point de vue budgétaire ? Mieux vaut sans doute rester dans le vague. Le Compte administratif 2010 arrivera en juin 2011, après les élections cantonales.

Nous disposons donc du Compte administratif 2009 pour nous faire une idée de l'état de santé de notre département, et ce n'est pas brillant. Tout d'abord, dans la forme, votre présentation du compte administratif est d'une opacité de plus en plus impénétrable, rendant les comparaisons avec les années antérieures difficiles, votre présentation par mission n'est plus valide, certaines sous-politique n'apparaissent même plus au CA, c'est le cas des aides aux jeunes en difficulté, de la santé, du FSL. La transparence en souffre.

Venons en quand-même aux chiffres.

2009 est certes une année de crise économique sans précédent mais pour les habitants de notre département, c'est aussi l'année de l'augmentation de 15 % des impôts.

Dans votre prévision budgétaire de mars 2009, vous estimiez, en caractères gras page 19 que « *le produit des impôts locaux s'élèverait à 357 M€ contre 345 M€ encaissés en 2008 soit* », je cite, « *12 M€ supplémentaires* ». Présenté ainsi, le prélèvement pouvait ne pas sembler extravagant.

Au final, le produit encaissé en 2009 est de 419.7 M€ contre 345 M€ en 2008, soit 62.7 M€ supplémentaires. Le prélèvement sur nos concitoyens est ainsi supérieur de 50.7 M€ à celui prévu. Vous me direz que l'augmentation des bases votée par les parlementaires s'est cumulée avec celle des taux votée par le Conseil Général pour amplifier le prélèvement. Vous vous êtes vous-même donné la main en quelque sorte.

Vous comptiez sur cette augmentation pour compenser au moins en partie la baisse des droits de mutation en chute libre depuis 2008. Vous aviez inscrit 286.4 M€ au BP, vous avez encaissé 25 % de moins que prévu, soit moins 72 M€.

Mais ne nous y trompons pas, si la crise a accéléré la baisse, le produit des droits de mutation donnait des signes de faiblesse dès 2006. Et ce n'est pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme dès la discussion du BP 2007, mais vous étiez toujours dans l'ivresse de la bulle spéculative.

Les dotations et participation de l'Etat quant à elles stagnent. A ce sujet, notre groupe a déposé un vœu, vous demandant, Monsieur le Président, de saisir la commission des finances appuyée, comme il se doit, par un cabinet d'expertise indépendant, afin de faire le point sur les sommes que l'Etat n'aurait pas totalement compensé depuis 2002 et dont les contribuables de notre département lui ont, de ce fait, fait l'avance. Au niveau national, l'Etat doit ainsi de 5.5 Milliards d'Euros aux Départements, selon l'avis même de Bruno SIDO, Président UMP du Conseil Général de Haute-Marne et Secrétaire Général de l'ADF.

Dans la situation financière actuelle de notre département, nous souhaiterions savoir où nous en sommes de ce point de vue. Nous aimerions en avoir le cœur net et nous vous remercions par avance de valider notre demande dans un souci de transparence.

En matière de recettes d'investissement.

Vous avez en 2009 fait le choix d'accompagner le plan de relance initié par l'Etat car à la clé, vous aviez besoin du surplus de FCTVA distribué à cette occasion. Nous avons encaissé 327.3 M€ ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport à 2008 mais un manque à gagner de 7 M€ par rapport à ce qui était prévu au BP 2009.

L'Etat vous demandait un investissement de 351 M€ pour pouvoir bénéficier de cette avance mais vous avez préféré inscrire le montant totalement irréaliste de 400 M€ d'euros lors du BP. Il a été réalisé à hauteur de 369.1 M€.

En réalité, comme je l'avais indiqué, avec la hausse d'impôts et le recours à l'endettement, ce sont les contribuables qui ont financé le plan de relance, et ce, au détriment de leur pouvoir d'achat et donc du soutien à la consommation.

Examinons maintenant tout cela au regard de votre présentation budgétaire par mission qui globalise les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Par rapport au CA 2008 :

1. sur l'aide sociale, plus gros budget du département, le CA affiche 478 M€, en augmentation de 4 % soit 20 M€ par rapport au réalisé de l'an passé.

2. sur le fonctionnement de l'administration, second budget du département, le CA affiche 323,4 M€, en diminution de 8 %, soit -27 M€ par rapport à l'an passé ... Nous sommes bien loin des « 70 M€ » d'économies en fonctionnement annoncés en début d'année dans tous les médias.
3. sur l'aménagement du territoire, troisième poste de dépenses, le CA affiche 311 M€, en augmentation de 4 % soit 15,2 M€ par rapport à 2008.
4. sur le développement des infrastructures, routes, points noirs, une diminution de 13 %, soit -21,9 M€ d'une année sur l'autre.
5. sur l'éducation, le sport, la culture, déjà le plus petit budget du département le CA affiche 125 M€, soit une diminution de 18%, soit -28,3 M€

Par rapport aux prévisions budgétaires 2009 :

Vous aviez commencé votre présentation budgétaire l'an dernier par les affaires sociales, c'était une première, « un plan d'économies au profit de la Solidarité » « Venir en aide aux plus fragiles » disiez-vous.

1. Le fonctionnement de l'administration, devait à cet effet dégager 8,1 M€, comme vous annonciez dans votre brochure du BP.

Vous avez mis en scène à plusieurs reprises la suppression de véhicules de service avec articles et photos à l'appui dans la presse. Par contre, cette dernière n'a pas été convoquée pour la mise en service des Smart, certes petites mais pas les moins chères.

Dans la même rubrique démagogique vous annonciez le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Mesure phare du gouvernement qui faisait bien sûr partie de votre panoplie de communication. Au final, vous avez créé une Inspection Générale... ça se passe de commentaire.

Au total, le fonctionnement de l'administration a été réduit de 2,7 M€ et non de 8,1 M€ et pour la sous politique des moyens généraux, la baisse est de 1 % contre les 12 % annoncés dans votre brochure.

2. L'action sociale grande bénéficiaire potentielle de ce plan d'économies drastique était prévue au BP à hauteur de 483,4 M€. Au final, elle a été exécutée à hauteur de 478,6 M€ elle est donc en retrait par rapport aux prévisions.

Rappelons, que notre département reste très en dessous de la moyenne des départements de sa strate avec une dépense totale de 432,8 €/hab pour une moyenne de 481 €/hab et c'est pire si l'on regarde les dépenses nettes, qui s'inscrivaient pour 363 €/hab pour une moyenne des départements millionnaires de 424 €/hab. (chiffres DGCL BP 2009)

- Pour l'aide à l'enfance et à la famille il manque 3 M€ par rapport aux prévisions,
 - Pour le RSA, ex-RMI, vous aviez inscrit 109,5 M€ au BP, vous avez dépensé 104,9 M€, soit un manque de 3 %. Il y a de quoi être surpris étant donné la situation sociale.
3. sur l'aménagement et le développement du territoire, vous aviez prévu 323,5 au titre du Plan de relance, au total ce sont 311,2 M€ qui ont été réalisés. Un manque de 4 % qui touche toutes les sous politiques :
 - le logement qui était inscrit pour 40,4 M€ et qui est exécuté pour 33,3 M€ - 7M€, soit - 18 %.

- le développement durable moins 10 %,
 - la solidarité territoriale moins 3 %
4. Sur la Mission développement des infrastructures, autre grande bénéficiaire théorique du plan de relance, les chiffres sont les suivants : 151 M€ de prévus, 149 M€ de réalisés, moins 2 % là encore toutes les sous-politiques ne sont pas logées à la même enseigne.
5. Enfin, la mission éducation sport et culture,

Prévue à hauteur de 146 M€ au BP 2009, elle affiche 125 M€ au CA – 20 M€, soit un manque de 14 %.

- L'éducation est conforme aux prévisions : 80 M€,
- le sport et la jeunesse baisse par contre de 13 %,
- la culture de 12 %,
- l'enseignement supérieur de 70 % (21,6 M€ inscrits, 6, 5 M€ de réalisés) et ce malgré le lancement du Campus STIC

Au final, l'exécution de votre politique aboutit à une réduction de la capacité d'endettement de notre collectivité même si des efforts ont été réalisés pour limiter la charge de la dette qui devient difficilement soutenable.

Ainsi, le taux d'épargne brute qui était de 26 % en 2003 est tombé à 7 % en 2009 alors même que les contribuables ont été mis largement à contribution.

Notre ratio de solvabilité qui représente le nombre d'années nécessaire à notre désendettement est passé de 1 an en 2005, à 12 ans en 2009 sachant que le seuil d'alerte est de 8 ans.

Nous sommes en plein flou au niveau de nos ressources, nous ne savons pas encore comment sera compensée la suppression de la Taxe professionnelle que vous avez votée à l'assemblée, ni quand exactement commencera à peser le prélèvement de DMTO, 2012 peut-être.

Dans ce contexte, toutes les craintes sont permises quant à la sincérité des inscriptions faites au BP 2010 mais le voile ne sera pas levé, il n'y a pas de DM.

Notre situation est aussi et surtout le fruit d'une gestion hasardeuse menée depuis 2004, récemment mise en lumière par la crise. Elle se caractérise aussi par un alignement, voire une soumission à la politique menée ailleurs, à Nice et à la Communauté Urbaine, au point que notre collectivité paraît être sous tutelle.

La vérité apparaît à la lumière crue de la crise : un département riche mis à genoux en l'espace de 6 ans !

Nous voterons donc contre le compte administratif.

Conseil Général des Alpes-Maritimes – B.P. 3007 – 06201 Nice cedex 3
Tel : 04.97.18.79.48. Fax 04.97.18.79.82.